

Proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel

Date de la contribution : 30/09/2024

Introduction d'une régulation prudentielle de l'activité de fourniture d'électricité et de gaz naturel

Question 1 : Êtes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

ENGIE remercie la CRE pour cette consultation sur la construction d'un cadre prudentiel. Cette réflexion doit tenir compte des observations et du retour d'expérience du secteur de la fourniture d'énergie durant la crise des prix de l'énergie de 2021-2022. A ce titre, il convient de relever de façon préalable que le marché français a su surmonter la crise sans qu'aucun consommateur ne subisse d'interruption de fourniture. Les faillites de nos clients professionnels ont été fort contenues et les défaillances de fournisseurs ont été bien plus circonscrites qu'ailleurs en Europe. Cela s'explique par les mesures de protection mises en œuvre par les pouvoirs publics sur le marché de détail, par les efforts de sobriété de nos clients mais également par l'action des fournisseurs et leurs pratiques de gestion de risques manifestement résilientes malgré un contexte particulièrement difficile.

ENGIE partage l'objectif de la CRE de mise en œuvre d'un contrôle prudentiel destiné à prémunir autant que possible le marché de détail du risque d'une défaillance d'un fournisseur à honorer ses engagements. Cette initiative bienvenue va dans le sens d'un renforcement du contrôle de la CRE sur le fonctionnement du marché de détail.

Toutefois, ENGIE appelle l'attention de la CRE sur le caractère disproportionné du schéma proposé et du niveau de détail envisagé. Tels que proposés, les principes impliquent des contraintes opérationnelles très fortes pour les fournisseurs et pour les services de la CRE, au regard de l'objectif poursuivi. **ENGIE estime qu'un contrôle plus simple est possible tout en parvenant à des résultats similaires, en cohérence avec les orientations de la directive 2024/1711.** Cela passe notamment par un réordonnement des principes proposés :

(I) Contrôle de la mise en œuvre d'une stratégie appropriée de couverture des approvisionnements (politique de gestion des risques). Cela consisterait à (a) vérifier que la stratégie du fournisseur est définie sur la base d'une **politique robuste de gestion des risques marchés** et dont le suivi fait l'objet d'un contrôle ; (b) vérifier que l'ensemble des responsabilités fait l'objet d'une répartition claire au sein de l'organisation interne du fournisseur et/ou dans le cadre des relations contractuelles avec des tiers et (c) s'assurer que le fournisseur prend les diligences nécessaires pour contrôler la solidité de ses contreparties amont. Il reviendrait au fournisseur de transmettre à la CRE des éléments de nature à justifier que sa stratégie de gestion des risques satisfait aux principes précités et qu'elle est effectivement mise en œuvre.

(II) Contrôle de la capacité financière du fournisseur (dans le cas où le fournisseur ne serait pas mesure de justifier de manière appropriée la robustesse de sa politique de gestion des risques) et de l'adéquation de ses engagements avec ses ressources financières.

(III) En dernier ressort, dans le cas où les critères (I) et (II) ne seraient pas satisfaits, le fournisseur pourrait se voir imposer un niveau minimal de couverture par le régulateur.

Par ailleurs, ENGIE souligne l'importance de veiller à ce que le cadre envisagé par la CRE ne comporte pas de redondance avec les différentes régulations s'appliquant aux acteurs du marché de l'énergie et en particulier à la régulation applicable aux produits de couverture financière et aux acteurs de ces échanges, lesquels sont déjà soumis au contrôle de l'ACPR.

En outre, si la prévention du risque de défaillance des fournisseurs passe effectivement par une stratégie prudente de couverture des approvisionnements, elle nécessite tout autant que le fournisseur soit en capacité de déployer une stratégie commerciale cohérente, en traduisant dans les paramètres de ses offres le niveau de risque auquel il s'expose. ENGIE appelle la CRE et les pouvoirs publics à prendre en considération cet enjeu à l'occasion de l'examen de toute mesure nouvelle d'encadrement des offres de fourniture, qui pourrait contraindre les fournisseurs à adopter des comportements plus risqués.

Enfin, ENGIE note que la CRE fixe les bases de son cadre prudentiel sur la Directive européenne 2024/1711 du 13 juin 2024 relative à l'amélioration de l'organisation du marché de l'électricité de l'Union (qui traite exclusivement de l'électricité). En outre, l'encadrement de l'activité de fourniture de gaz naturel est déjà défini en France (1) par les obligations de service public assignées aux fournisseurs aux clients finals par les articles R-121-1 à R-121-7 du Code de l'énergie (cf. obligations de continuité de fourniture en cas de disparition de la principale source d'approvisionnement ou dans des scénarios climatiques extrêmes 2%) et, (2) par la procédure d'autorisation de fourniture définie dans le Code de l'énergie à l'article L-443-1. Cette procédure astreint les fournisseurs de gaz à une enquête annuelle du Ministère de la transition énergétique : le fournisseur y décrit sa stratégie d'approvisionnement et de couverture de ses volumes dans différents scénarios climatiques. En fonction de l'appréciation que la DGEC porte sur la couverture au risque de chaque fournisseur, elle peut décider à tout moment la suspension de l'autorisation de fourniture de gaz.

Définition de l'obligation de couverture des fournisseurs

Question 2 : Sur la différenciation entre les types de consommateurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE ?

La réponse est confidentielle

Question 3 : Etes-vous d'accord avec la définition des offres entrant dans le périmètre de contrôle proposée par la CRE ?

La réponse est confidentielle

Question 4 : Etes-vous d'accord avec la proposition de la CRE, à savoir la mise en place d'un double contrôle portant à la fois sur un contrôle ex-post et un contrôle prévisionnel des obligations de couverture ?

La réponse est confidentielle

Question 5 : Un contrôle au pas de temps annuel vous semble-t-il suffisant ? Un contrôle semestriel pour couvrir chaque saison serait-il davantage approprié ?

La réponse est confidentielle

Question 6 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures ?

La réponse est confidentielle

Question 7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le dimensionnement des obligations minimales de couverture ?

La réponse est confidentielle

Question 8 : En vous appuyant sur des analyses quantitatives étayées dans la mesure du possible, partagez-vous la prise en compte du risque d'attrition telle que proposée par la CRE ?

La réponse est confidentielle



Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture explicite ?

La réponse est confidentielle

Question 10 : Pensez-vous pertinent d'adapter les niveaux d'obligation pour couvrir les risques inhérents à chaque produit de couverture ?

La réponse est confidentielle

Question 11 : Estimez-vous utile de prévoir la possibilité d'appliquer un taux d'abattement graduel, plutôt que de rejeter les couvertures offrant un degré de fiabilité insatisfaisant ?

La réponse est confidentielle

Question 12 : Identifiez-vous d'autres types de produits susceptibles de remplir l'obligation de couverture ?

La réponse est confidentielle

Evaluation des capacités financières des fournisseurs

Question 13 : Quels indicateurs financiers sont suivis régulièrement au sein de votre société pour évaluer la capacité à résister aux aléas de votre activité ?

La réponse est confidentielle

Question 14 : Les éléments comptables et financiers qui seraient collectés par la CRE permettent-ils à votre sens d'évaluer correctement la capacité financière de la société à résister aux aléas ?

La réponse est confidentielle

Suivi de la politique de gestion des risques et de la gouvernance

Question 15 : La liste des risques spécifiques à l'activité de fourniture proposée par la CRE vous paraît-elle exhaustive ?

La réponse est confidentielle

Question 16 : Partagez-vous les mesures organisationnelles (gestion des ressources humaines et gouvernance), proposées par la CRE ?

La réponse est confidentielle